

Nous devons chercher à fonder les changements sur un engagement envers un développement durable axé sur la personne. Il faut carrément mettre l'accent sur la réduction de la pauvreté et l'intégration des pays les plus pauvres à l'économie mondiale. Mais aucun pays, ni même un groupe de pays, ne pourra parvenir seul à des résultats pour l'ensemble de la planète. Nous avons la ferme intention de collaborer avec tous les États membres afin d'atteindre ces buts avec efficacité et efficacie. Je profite de cette occasion pour énoncer quelques idées sur la façon de renouveler notre engagement envers le travail économique et social de l'ONU.

Tout d'abord, il faut trouver le juste équilibre entre les débats de portée générale et les décisions au sujet des programmes qui devraient être adoptés. L'ampleur du débat, quoique justifiée, ne signifie pas pour autant que l'ONU doive créer des programmes pour régler chaque problème. D'autres acteurs ont des rôles importants à jouer. L'ONU devrait miser sur ses atouts distinctifs.

Deuxièmement, il faut réitérer les vrais buts du développement. Les résultats des grandes conférences en sont le noyau; la diffusion de leurs conclusions et leur suivi coordonné devraient servir de pierre de touche à l'ONU dans les domaines économique et social.

Il faut mettre un terme à la prolifération des programmes et de la bureaucratie. La fragmentation, le double emploi et le chevauchement minent la confiance. Il y a lieu d'examiner et de repenser le rôle et les fonctions des organisations et des institutions afin de les préparer à répondre aux besoins de l'avenir. L'Agenda pour le développement représente une excellente occasion d'amorcer les changements institutionnels nécessaires.

Il est essentiel d'améliorer la coopération avec et entre les institutions spécialisées pour que nos ressources limitées exercent un certain effet. Le Conseil économique et social (ECOSOC) doit assumer davantage de responsabilités pour ce qui est de la coordination des politiques au sein du système de l'ONU. Le coup d'envoi a été donné à Genève l'été dernier. La création récente de UNAIDS constitue un exemple prometteur. À ce chapitre, les chefs des institutions et des programmes doivent absolument faire preuve de leadership; en particulier, ils doivent coordonner le suivi des conférences internationales et veiller à éliminer, autant que possible, les doubles emplois, les chevauchements et les dépenses inutiles.

Nous devons arriver à tirer parti des rôles complémentaires de l'ONU et des institutions de Bretton Woods. Il faut en toute priorité améliorer la coopération en temps de crise afin de passer en douceur d'une situation d'urgence au redressement. Je